

II/ ADMINISTRATION

I - Examen et adoption du procès-verbal du 2 octobre 2023

Mme MAINGÉ fait remarquer qu'il manque des élus dans les membres présents à savoir Mme Samantha ZAMOR, Mme Fiona RÉSIDANT, M. Ernest JEAN-LAMBERT.

Sur la ligne « Membres absents ayant donné procuration : 3 » il faut mettre 4.

M. AUGUSTE-CHARLERY regrette que ses propos n'aient pas été retranscrits correctement concernant la prime des agents, ainsi que pour la distance parcourue par la Miss du pêcheur. Il dit savoir ce qu'il affirme car il a l'enregistrement du dernier conseil municipal. Il dit qu'il a été traité d'illettré par M. FARREAU, et que c'est son interprétation de la réponse que lui a

donné M. FARREAU.

M. FARREAU explique qu'il ne l'a pas traité de la sorte, qu'il a mal interprété ses propos, et s'excuse auprès de lui. Il précise qu'il a juste dit que c'était une insulte envers les agents que de leur proposer une somme dérisoire en guise de prime.

Mme LEBRAVE fait la même remarque que Mme MAINGÉ et s'étonne de savoir qu'il y a un enregistrement autre que celui de la ville, et profite pour demander aux élus quels autres enregistrements existent ?

M. FARREAU répond que seul la ville est légalement en mesure d'enregistrer le conseil municipal

M. JEAN-LAMBERT confirme qu'il n'y a qu'un seul enregistrement et que c'est celui de la ville, et que si toutefois il devrait en avoir d'autre, il aurait fallu que ça soit avec l'autorisation de tous les élus présents.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention et une voix contre.

II/ DIRECTION DES RESSOURCES ET MOYENS

2 - APPROBATION DE LA REVISION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

Mme LUTHERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT DE MME ELODIE LUTHERT A DOUAMONT POUR L'INAUGURATION D'UN MONUMENT EN L'HONNEUR DES POILUS MARTINIQUAIS

M. DAVIDAS expose.

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Mme LEBRAVE veut connaître le montant du remboursement que la ville va verser à Mme LUTHBERT.

Mme MAGDELONNETTE répond que la ville remboursera à Mme LUTHBERT 133€ de frais d'hébergement.

Mme LEBRAVE demande quels sont les autres frais remboursés puisqu'elle suppose qu'il y a également des frais de restauration.

Mme LUTHBERT explique que son séjour a été pris en charge par l'association Union Territoriales des Anciens Combattants et l'Association Pays Etain Martinique et qu'elle a été hébergé et nourrie chez l'habitant donc il n'y a pas eu d'autres dépenses.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**4 - REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS DES AGENTS – ACTUALISATION**

Arrivée de Mme ZAMOR et de M. ODONNAT

**M. DAVIDAS expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**5 - RESTITUTION DE RETENUES DE GARANTIE – LEVEE DE PRESCRIPTION QUADRIENNALE**

**Mme RÉSIDANT expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**6 - REMBOURSEMENT DE TAXE D'URBANISME**

**Mme TONNET expose.**

9 - MISE AU REBUT ET CESSIION DE MATERIEL ROULANT

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins une abstention.

**VOTE :**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

**Mme PIERRE-LOUIS expose.**

8 - ADMISSION EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOURVABLES

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**VOTE :**

Mme LEBRAVE demande combien d'enfants bénéficieraient de ces cadeaux et pourquoi cette dépense n'est pas supportée par le Comité des Œuvres Sociales, (COS) ; Elle demande également le montant de la subvention du COS.M. FARREAUX répond qu'une trentaine d'enfants bénéficieraient de cet achat pour Noël, il ajoute que cette dépense peut être supportée par le COS, mais ce n'est pas imposé par la ville. Il répond que le COS a eu une subvention de 15 000€ qui a été votée en conseil municipal. Mme la DGS répond que la subvention a été augmentée cette année, et qu'avant le COS ne pouvait pas supporter cette dépense. Elle ajoute en disant que les actions du COS sont réservées aux adhérents et qu'il y a des cadeaux. Elle dit aussi qu'avant un simple justificatif était envoyé, et que cette dépense pouvait être inscrite sur la dépense fêtes et cérémonies/réceptions, mais que dorénavant, le comptable public demande une délibération spécifique. Elle précise également que la liste des agents bénéficiaires est également transmise au comptable public.

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

**Mme CANCORIET expose.**

7 - ATTRIBUTION DE BONS D'ACHAT A NOËL

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**VOTE :**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

**M. ZACHARIE expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

## **12 - DECISION MODIFICATIVE N° 2**

**Mme RÉSIDANT expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins trois abstentions.

Mme LEBRAVE n'ayant pas voté pour ce point car sorti à ce moment du vote.

## **11 - DISPOSITIF PETIT DEJEUNER – REVERSEMENT DE SUBVENTION A LA CAISSE DES ECOLES DU VAUCLIN**

**Mme PIERRE-LOUIS expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

M. FARREAUX explique que ce dispositif « Petits déjeuners » n'était initialement réservé qu'aux écoles maternelles. Etant donné que les écoles de Montagne et Cadette accueillent à la fois des enfants de maternelle et de primaire, ces dernières ont été intégrées puisque les enfants de Maternelle ne pouvaient pas manger devant les autres sans qu'un petit déjeuner ne leur soit également offert. Il dit que les parents d'élèves de Mixte A et des Algues Marines ont fait remonter leur souhait que tous les enfants puissent bénéficier de ce petit déjeuner. De ce fait, il a interpellé l'Académie de Martinique pour revoir la subvention du petit déjeuner et élargir le dispositif à toutes les écoles du Vauclin afin que tous les enfants de la ville puissent en bénéficier.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins trois abstentions.

## **12 - AVANCE SUR LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2024 A LA CAISSE DES ECOLES**



Mme MAINGÉ expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois abstentions.

13 - EXERCICE BUDGETAIRE 2024 - OUVERTURE ANTICIPÉE DES  
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande des précisions concernant les équipements sportifs.  
M. FARREAUX répond qu'il s'agit d'un terrain de tennis et de paddle.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois abstentions.

Mme LEBRAVE justifie son vote en disant qu'elle est contente de voir que les investissements commencent car elle avait reproché lors du vote du dernier compte administratif le faible niveau d'investissements. Son vote est donc cohérent.  
M. FARREAUX dit qu'en effet la subvention est obtenue et les cahiers des charges sont réalisés pour environ une dizaine de projets en cours.

14 - CRÉATION D'EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS VACATAIRES

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande comment candidater, combien d'agents recenseurs il faut à la ville, quelles sont les types de contrat, et quel impact il y aura sur les services de la ville.  
Mme LA DGS apporte les explications et précise que c'est une volonté de la ville que ça ne soit ni les élus, ni les agents qui fassent le recensement. Que pour le moment les recrutements sont en cours et qu'il y a 29 agents à ce jour. L'INSEE en préconise 32 agents minimum et 42 maximum.  
Elle précise que les retraités, étudiants, chômeurs, même les personnes en emploi peuvent être agents recenseurs.  
M. Davidas précise que c'est une volonté politique d'ouvrir le recrutement à des personnes autres que les agents municipaux et qu'il invite d'ailleurs les Vauclinois intéressés à candidater.

Mme JEAN-MARIE demande comment candidater. M FARREAUX répond qu'une campagne de recrutement a été lancée sur les réseaux sociaux et les médias et qu'il suffit d'envoyer sa candidature à la mairie.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**15 - DESIGNATION D'UN COORDONNATEUR COMMUNAL POUR LE RECENSEMENT 2024**

**M. POPULO expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**IV / DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

**16 - ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUETES CONJOINTES PREALABLES NECESSAIRES AU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA VOIE DE BAIE DES MULETS**

**Mme LUTHBERT expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Mme JEAN-MARIE entame l'échange avec M. Le Maire sur ce dossier et dit que des actions étaient en cours avec les héritiers et demande si la ville envisage d'acheter le terrain ou si elle a fait une proposition d'achat aux héritiers. Elle demande aussi ce qu'il en est de l'accès du côté des « EMILE ».

M. ODONNAT dit qu'il déplore l'absence de M. Le Maire car c'est à lui que s'adressent ces propos. Lors d'un premier débat, il dit avoir dit avoir demandé de ne pas passer en force, car des personnes qui ont économisé, travaillé pour acquérir honnêtement leurs biens vont être expropriées. Il demande des preuves concernant les négociations car selon lui c'est une affaire sérieuse et grave. Puis il demande de voir l'ensemble des courriers afin de vérifier si les négociations ont été bien enclenchées car d'après les retours qu'il a eus, ce n'est pas le cas. Il ajoute, qu'une demande d'expropriation est très encadrée et doit être justifiée d'une utilité publique et doit réunir trois conditions selon la loi. Il ajoute que cette affaire a rendu Mme DOVIN malade et conseille aux jeunes élus de la majorité de ne pas se laisser embarquer dans cette affaire. De ce fait il dit que son groupe ne votera pas pour ce dossier.

Mme LEBRAVE dit comprendre le côté délicat du dossier, et demande ce que contenait l'accord de 2008 et s'il y avait un écrit. Elle dit que la population a besoin de circuler librement

mais qu'il faut aussi penser aux propriétaires. Elle ajoute qu'elle n'est pas pour l'expropriation, malgré l'urgence et la dangerosité du lieu et demande à la ville d'écouter à nouveau la famille DOVIN afin de trouver un terrain d'entente.

Elle dit qu'avant de se positionner sur un vote, elle aimerait d'abord avoir la réponse à ses questions.

M. JEAN-LAMBERT refait l'historique du dossier. Il précise que l'ancien Maire Raymond OCCOLIER et le père DOVIN avaient passé un accord moral dans lequel était prévue la mise à disposition d'une portion de route pour la réalisation de la voie. Alors certes il n'y a pas eu d'accord signé avant la mort de M. DOVIN mais il a signé les documents d'arpentage. Cela prouve bien son accord. Malheureusement, après la mort de leur père et étant hostiles à la construction de la station-service, les héritiers DOVIN se sont opposés à la ville. M. JEAN-LAMBERT dit que des négociations ont été menées mais n'ont pas abouti, que le Maire à la responsabilité de la sécurité de la population. Il ajoute qu'il faut arrêter d'insulter les jeunes élus, car ils comprennent et savent très bien ce qu'ils font.

Mme LEBRAVE remercie M. JEAN-LAMBERT pour les premiers éléments de réponse.

M. ZACHARIE confirme qu'en tant que jeunes, ils sont au courant des dossiers de la ville et que des tentatives de négociations ont été menées, il déplore tout de même que la continuité de la parole de M. DOVIN ne soit pas respectée par ses héritiers. Il dit aussi que le quartier de la Baie des Mûles est le plus grand de la ville et qu'il ne faut pas laisser les habitants enclavés.

Mme LEBRAVE demande ce que veut exactement la ville.

M. FARREAUX dit qu'au quartier Baie des Mûles, il y a + de 1000 habitants et plus de 5 000 passages de voitures par jour. Il répond qu'il n'y a pas pu avoir de négociation car la famille DOVIN n'a répondu à aucune demande de rendez-vous. Il dit avoir eu un échange avec M. DOVIN fils et que celui-ci lui a demandé un écrit, ce qu'il a accepté mais en retour après l'envoi de deux courriers recommandés, la ville n'a reçu aucun retour de la famille DOVIN. En réponse à la question de Mme JEAN-MARIE concernant le passage du côté de la famille EMILE, il dit que le problème est le même, et qu'il y aurait encore plus de familles à exproprier. Il dit que la famille ZOBELDE a donné son accord pour utiliser la servitude à une époque où il n'y avait pas autant d'habitants et que cette famille a déjà fait beaucoup de concessions. Il ne serait donc pas juste de leur demander encore de céder une partie de leurs parcelles. M. FARREAUX pour répondre aux diverses questions raconte la genèse de cette affaire. (...) Il dit que ça n'a pas été discuté sur un coin de table comme le dit M. ODONNAT et qu'il ne faut pas dire que c'est l'affaire de M. le Maire George CLÉON, mais celle de toute la municipalité. Il précise qu'il y aura une enquête publique auprès des habitants et que la ville sera accompagnée par des professionnels et par les services de l'Etat. Son but est de sécuriser les habitants de ce quartier et de mettre fin à ce climat de violence qui règne à cause d'une route. Il ne voudrait pas que des Vauclinois s'entre-tuent pour une route ! Il précise également que les personnes expropriées seront bien sûr dédommagées sur la base du prix fixé par les domaines.

Mme LEBRAVE dit avoir écouté et entendu mais pense à la population qui attend une solution pour les habitants de ce quartier. Au vu des éléments apportés, elle prendra sa décision en son âme et conscience.

M. DAVIDAS rappelle que le Maire est responsable de la sécurité de ses habitants, et dit qu'il est ouvert à toute discussion, que le lancement de cette procédure ne veut pas dire que les négociations sont fermées bien au contraire ; Il précise que si les héritiers DOVIN veulent revenir à la table des négociations, la porte n'est pas fermée.

## VOTE :



Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois contre, et une abstention.

**17 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC CITEO POUR LA LUTTE CONTRE LES DECHETS ABANDONNES DIFFUS**

**M. JEAN-LAMBERT expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

**18 – CONTRAT AVEC ALCOME DANS LE CADRE DE LA RESPONSABILITE ELARGIE DES PRODUCTEURS**

**M. OCCOLIER expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

M. JEAN-LAMBERT dit qu'il est élu à l'Espace Sud et lors d'une réunion avec CITEO et ALCOME il a appris que la seule ville de Martinique ayant demandé les documents est celle du Vauclin. Il est fier et il remercie donc Mme La DGS.

**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois abstentions.

**IV / DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITÉ ET VIE LOCALE**

**19 – MISE EN PLACE D'UN REGLEMENT INTERIEUR POUR LE PORT DE PÊCHE.**

**M. JEAN-LAMBERT expose.**

**M. LE PRESIDENT ouvre le débat.**

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.



**VOTE :**

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois abstentions.

**QUESTIONS DIVERSES de M. ODONNAT.**

- 1 - Eclairage Publique
- 2 - Doucin Matinik

**1- Eclairage Publique.**  
M. ODONNAT demande que fait la ville après 6 mois voire 1 an et demi, il n'y a pas de changement. Quelles sont les actions menées par la ville.  
M. FARREAUX commence à répondre mais ne peut poursuivre car il est interrompu par M. ODONNAT qui répond à un appel téléphonique et sort de la salle.  
M. ZACHARIE dit qu'il ne peut accepter les propos tenus par M. ODONNAT car la ville fait le maximum depuis plusieurs mois pour régler le problème.  
M. EBRON apporte des précisions techniques et M. FARREAUX l'en remercie car il précise que ces informations intéressent l'ensemble des personnes présentes. Il déplore une nouvelle fois l'attitude de l'opposant qui pose des questions mais n'écoute pas les réponses apportées.

**2 - DOUCIN Matinik**

M. ODONNAT dit avoir envoyé un courrier à la ville demandant les comptes de l'association Doucin Matinik et à ce jour il n'a reçu aucune réponse.  
M. DAVIDAS remercie M. ODONNAT pour sa question et lui demande d'aider la ville car cette association est en difficulté financière, et fait lecture d'un courrier de la CTM à cette association.  
Mme LEBRAVE dit qu'elle s'est renseignée auprès de la CTM pour avoir plus d'informations et elle a eu comme retour des administratifs que c'est une association en règle.  
Mme JEAN-MARIE dit à M. DAVIDAS qu'il n'a pas répondu à la question posée.  
Concernant la demande de M. ODONNAT, M. FARREAUX répond que la ville a envoyé un courrier réponse en recommandé à l'association Génération Active, mais que celui-ci n'a pas été récupéré.

**FIN DE SEANCE 20h45.**

